



**Sous le signe de l'engagement
pour un Québec apprenant**

Plan d'action 2013-2014

**Adopté par l'assemblée générale annuelle
Le 10 octobre 2013**

L'année 2012-2013 pour l'ICÉA fut principalement marquée par la démarche pour un Québec apprenant qui s'est conclue à Montréal les 30 et 31 mai 2013. Elle a constitué un élément majeur du travail de l'ICÉA dans la dernière année. Nous croyons que la participation nombreuse, la diversité des réseaux présents, la richesse et la conclusion des discussions vont offrir à l'ICÉA de quoi nourrir ses activités de recherche, de concertation et d'interventions stratégiques pendant plusieurs années.

Quels constats pouvons-nous tirer du 24 heures ?

Que pouvons-nous retenir de la consultation et de la rencontre du 24 heures? Le suivi que nous proposons ne tient pas compte de l'inventaire exhaustif des propositions issues de la consultation, même si nous suggérons de prendre position sur une déclaration. Pour définir l'approche que nous proposons, il importe d'abord d'identifier des constats que nous pouvons tirer de la démarche du 24 heures pour un Québec apprenant?

Lorsqu'on prend connaissance des résultats, on constate que la diversité des besoins des populations adultes et de leurs parcours ressort avec force. On constate aussi l'importance de la diversification des milieux et des lieux de formation, des voies, des modes et des formes d'apprentissage, des systèmes et des ordres d'enseignement, des outils et des organismes intervenants, y compris de ceux en provenance des organismes culturels. Bref, on conclut qu'il est peine perdue de vouloir fixer une perspective stratégique simplifiée.

Selon les discussions tenues lors du 24 heures, l'étendue des préoccupations du monde de l'éducation et de la formation des adultes exige une vision beaucoup plus large et inclusive que celle qui prévaut à ce jour. Les méthodes commandent des approches intersectorielles, interministérielles et des partenariats entre les réseaux et les acteurs sociaux. Au cœur d'une stratégie de valorisation et de reconnaissance du droit à l'éducation, on doit retrouver l'idée d'adopter une vision globale des problèmes et des enjeux.

Un adulte n'est pas seulement un agent de production de biens et services dans une société. Si l'évolution du monde du travail implique de nouveaux apprentissages, l'éducation destinée aux travailleuses et aux travailleurs doit aussi viser leurs besoins comme individus, a-t-on conclu. On doit aller au-delà de la seule vision d'adéquation entre l'emploi et la formation.

Ce sont là quelques constats majeurs qui appuient l'idée de faire du droit à l'éducation tout au long de la vie un enjeu de société pour l'avenir du Québec. Les pistes d'action qui résultent de la démarche constituent pour nous un cadre de référence pour le développement d'une culture de formation au Québec.

Or, l'exercice des droits est remis en question dans le contexte d'une conjoncture économique, politique et sociale plus difficile. La précarisation du travail, l'explosion des technologies, la fragilisation du financement des politiques sociales, les pressions sur le financement des organisations sociales et communautaires, sur les services publics et les réseaux, exercent des pressions énormes sur la capacité collective d'aller plus loin. Cette situation agit comme une

contrainte sur le développement du droit à l'éducation et à la formation des adultes.

Or, la conjoncture en éducation et en formation des adultes, d'ici et d'ailleurs, n'est pas indépendante de la conjoncture générale. La réduction des préoccupations en éducation et en formation des adultes est en conséquence directe avec l'accroissement des obstacles générés par cette situation. Les difficultés des organismes en éducation populaire comme celles des réseaux publics d'éducation des adultes partagent des réalités communes.

Conjoncture en éducation et en formation des adultes

Comme le mentionnait Claude Lessard, président du Conseil supérieur de l'éducation (CSÉ), en conclusion du 24 heures, le 31 mai dernier : « Il est inacceptable que la moitié de la population adulte québécoise ait des compétences insuffisantes pour faire face aux exigences de la société actuelle ! » (Claude Lessard, Allocution de clôture - 24 heures pour un Québec apprenant, le 31 mai 2013).

L'avis qu'a émis le CSÉ concernant la littératie, et qui fut rendu public le 17 septembre dernier, constitue une importante sonnette d'alarme quant aux capacités des adultes au Québec. Le CSÉ lance un «appel à la mobilisation concertée des pouvoirs politiques de même que des organismes communautaires et des milieux du travail, de l'emploi, de la santé, de la culture et de l'éducation ». L'ICÉA doit répondre PRÉSENT à cet appel du Conseil.

Toutefois, malgré de tels constats sur la situation de la population adulte, l'analyse de la conjoncture en éducation et en formation des adultes est essentielle. Elle vise à actualiser notre perspective stratégique et à identifier les occasions offertes pour élargir notre champ d'action.

La conjoncture sur le plan international

Les résultats sur lesquels s'appuie la position du CSÉ proviennent de l'enquête internationale de l'Organisation de coopération pour le développement économique (OCDE) de 2003. Les données de la nouvelle enquête viennent tout juste d'être rendues publiques, soit le mardi 8 octobre. Elles sont le résultat d'une étude sur des échantillons de 27 pays, dont celui sur le Canada, identifié comme étant le plus important proportionnellement à sa population. Cette enquête identifiée comme le Programme d'évaluation internationale des capacités des adultes (PÉICA) se veut élargie aux capacités des adultes et non seulement à leur taux de littératie. Elle amènera à examiner les bilans des actions des gouvernements à la lumière de résultats comparés sur une décennie.

Or, dans le Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes, qui fait le point sur les suites de la Sixième conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTÉA VI) de 2009, la directrice générale de l'UNESCO, Mme Irina Bokova, conclut à des résultats mitigés. Des progrès ont été accomplis, explique-t-elle, mais davantage de détermination est requise pour procurer à tous les adultes un accès à des opportunités variées et de qualité d'apprentissage.

Plus particulièrement, fait-elle valoir, sur le plan des politiques, le champ de l'éducation des adultes tend à être réduit à la seule littératie ou à la formation liée à l'emploi. Un manque de ressources fragilise le développement des capacités au niveau local. Enfin, estime Mme Bokova, malgré la reconnaissance des retombées positives de l'éducation des adultes pour les individus et les sociétés, les niveaux de financement sont insuffisants. Le rapport constate que la relance du développement de politiques en éducation des adultes ne s'est pas réalisée comme souhaitée. De ce point de vue, il semble que le Québec et le Canada ne soient pas différents des autres pays.

La perspective d'une révision de la Recommandation sur l'éducation des adultes, adoptée en 1976, qui doit être adoptée à l'assemblée générale de l'UNESCO cet automne, est une bonne nouvelle. Rappelons qu'elle constitue aujourd'hui encore une référence clé en matière de droit international concernant l'éducation des adultes.

Cette annonce de révision peut avoir une incidence sur les travaux engagés à l'ONU sur la définition des nouveaux objectifs du millénaire pour le développement post-2015. Mentionnons que ces travaux suscitent des inquiétudes majeures au sein du mouvement international pour l'éducation des adultes, étant donné les limites des conceptions du droit à l'éducation dans les derniers objectifs.

La conjoncture au Québec

Les deux derniers avis du CSÉ, celui de juin sur le parcours étudiant à l'université et celui de septembre sur la littératie, s'inscrivent dans une vision large de l'apprentissage tout au long de la vie et offrent des occasions pour faire valoir l'exercice du droit des adultes à l'éducation et à la formation. Toutefois, le contexte politique au Québec et au Canada est marqué de signes contradictoires.

Le Sommet sur l'enseignement supérieur a témoigné d'une vision limitée concernant la mission des universités à l'endroit des adultes. Notre espoir est maintenant dans les chantiers qui ont été mis en branle à la suite du sommet. Par ailleurs, l'orientation adoptée en matière de formation en emploi de la part du gouvernement fédéral augmente les difficultés quant à l'application d'une véritable politique de formation continue au travail, qui doit répondre au développement d'une culture de formation auprès d'entreprises surtout petites et moyennes.

Toutefois, la mise en route probable de la consultation d'une nouvelle Politique gouvernementale en éducation des adultes et en formation continue, dès le mois de novembre, est aussi une bonne nouvelle. Il s'agit sans conteste de l'ouverture politique la plus importante dans la période actuelle.

De plus, si des élections générales au Québec se tiennent dans la prochaine année elles seront une occasion à saisir pour mettre en relief, sur la place publique et auprès des partis politiques, l'ensemble des préoccupations issues du 24 heures pour un Québec apprenant.

Vers une nouvelle organisation du travail à l'ICÉA

La réponse au lancement de la consultation et la participation au 24 heures ont dépassé les objectifs que nous nous étions fixés. Or, cette dynamique a comme conséquence de grandes attentes de la part des membres et des partenaires sur l'équipe de l'ICÉA, qui furent exprimées solidement à la fin de l'événement. Pour y répondre, on doit développer une nouvelle approche de l'organisation du travail.

C'est pourquoi nous voulons engager un processus de redéfinition du travail basé sur les principales sphères des activités de l'ICÉA : « 1. La recherche, la veille et l'analyse stratégique (...); 2. L'intervention dans le domaine public; 3. La concertation des partenaires; 4. L'expérimentation et l'innovation. (ICÉA 2010, Planification stratégique 2011-2014, adoptée en Assemblée générale d'octobre 2010).

Par ailleurs, la situation financière nous permet de mieux relever les défis qui nous attendent. C'est pourquoi, nous voulons profiter de l'année qui vient pour entreprendre notamment la publication d'une nouvelle trousse sur les compétences génériques.

Plan d'action 2013-2014 de l'ICÉA

Le plan d'action 2013-2014 est divisé en six sections. Il s'agit de

- Concevoir et mettre en œuvre une démarche de suivi des 20 orientations pour un Québec apprenant issues du 24 heures
- Réaliser la SQAF 2014 du 29 mars au 6 avril 2014
- Mettre en place un cadre politique et organisationnel en vue de la tenue de l'Assemblée mondiale du Conseil international d'éducation des adultes
- Mettre en place un plan intégré de diffusion d'information, d'opinions, d'analyse et de recherche
- Compléter, produire et diffuser les outils développés par l'ICÉA concernant le milieu de travail et les compétences génériques
- Aspects organisationnels et financiers
- La première section dans le cadre du plan de travail 2013-2014 de l'ICÉA est succincte et se résume à la publication des actes du 24 heures et à l'adoption d'une recommandation cadre. C'est celle-ci qui suit le plan d'action et qui fera l'objet d'une réflexion particulière durant l'assemblée générale annuelle, à la suite des points traditionnels d'une telle rencontre.

1. Concevoir et mettre en œuvre une démarche de suivi des 20 orientations issues du 24 heures pour un Québec apprenant

Rendre disponibles et diffuser les contenus et les actes du 24 heures

- Mise en ligne des contenus et des actes de l'événement
- Suivi concernant les 20 actions

Élaborer et mettre en œuvre un plan de suivi du 24 heures pour un Québec apprenant

- Adoption de la Déclaration pour un Québec apprenant
- Adoption de la recommandation sur le suivi

2. Réaliser la SQAF 2014, du 29 mars au 6 avril 2014 mars

Accroître le rayonnement de la SQAF, notamment en mettant en place des initiatives à tous les mois

- Lancement des préparatifs de la SQAF (site Web, porte-parole, guides, etc.) Novembre 2013
- Lancement des prix Bernard-Normand avec la collaboration des tables régionales de coordination Décembre 2013
- Lancement d'un concours de photos et de vidéos Fin janvier 2014
- Production et diffusion de capsules sur les avantages de l'éducation et la formation des adultes pour les individus et la société Décembre, fin janvier, mars

Réaliser un événement 5^e anniversaire de La Grande Lecture

- Soutien aux Grandes Lectures dans les régions
- Tenue d'une Grande Lecture à Montréal en conclusion de la SQAF, basée sur la participation d'adultes apprenants et de la présence des partenaires et de la population La dernière fin de semaine de la SQAF ou dans la semaine qui suit

Soutenir la réalisation par des partenaires nationaux et régionaux d'activités thématiques : éducation, milieu de travail, citoyenneté.

- Collaboration des partenaires régionaux et nationaux pour réaliser une activité ciblant un thème de la SQAF Durant la SQAF, du 29 mars au 6 avril

3. Mettre en place un cadre politique et organisationnel en vue de la tenue de l'Assemblée mondiale du Conseil international d'éducation des adultes

Assurer une veille et mettre à jour de manière systématique l'analyse de la conjoncture internationale en éducation des adultes

- Réalisation de la veille et diffusion des informations sur le site Web, notamment sur le processus de l'ONU concernant les objectifs post-2015, les résultats du Programme d'évaluation internationale des capacités des adultes (PEICA) de l'OCDE; les objectifs de l'UNESCO sur le développement durable, les travaux et campagnes du Conseil international d'éducation des adultes En continu

Participer aux consultations de l'UNESCO sur la révision de sa Recommandation de 1976 sur l'éducation des adultes

- Contribution de l'ICÉA à l'élaboration d'une nouvelle définition de l'apprentissage tout au long de la vie Au cours de l'année

Définir un cadre politique, organisationnel et financier pour l'Assemblée mondiale	<ul style="list-style-type: none"> · Identification de partenaires et de personnes contacts au Québec, au Canada et aux États-Unis · Consultation sur le concept d'événement et sur les thématiques · Rencontres avec des responsables ministériels du Québec et du Canada 	Au cours de l'année
---	---	---------------------

4. Mettre en place un plan intégré de diffusion d'informations, d'opinions, d'analyse et de recherche

Diffuser les résultats de la démarche de consultation de l'an dernier	<ul style="list-style-type: none"> · Production de mini-dossiers des trois thèmes soumis à la consultation de l'an dernier : <ul style="list-style-type: none"> · la reconnaissance de l'ÉFA au sein de la société et de l'État · les principaux enjeux et les moyens de les relever · la collaboration dans un contexte de diversité des organisations et des institutions 	À compter de novembre 2013.
Réaliser une nouvelle série d'émissions radiophoniques en collaboration avec le CDEACF et CIBL	<ul style="list-style-type: none"> · Production de dix émissions sur l'actualité en éducation des adultes et en formation continue et diffusion des suivis du 24 heures 	Le 2 ^e mercredi du mois, de septembre 2013 à juin 2014
Documenter et assurer le suivi de dossiers clés, tels que l'enquête internationale sur les capacités des adultes, le débat international, des activités des membres et réseaux en ÉFA	<ul style="list-style-type: none"> · Production de communiqués, de billets, de dossiers et d'un bulletin électronique 	En continu
Production d'une première publication basée sur les travaux de l'ICÉA	<ul style="list-style-type: none"> · Lancement et mise en ligne d'une publication basée sur les différents travaux de l'ICÉA 	Mai-juin 2014

5. Compléter, produire et diffuser les outils développés par l'ICÉA concernant le milieu de travail et les compétences génériques

Diffuser les résultats de la recherche conjointe de l'ICÉA et de l'Université de Montréal	<ul style="list-style-type: none"> • Tenue de deux assemblées publiques, en collaboration avec l'Observatoire pour l'emploi • Participation de PME associées à l'étude et à la tournée avec la FCCQ 	Le 4 novembre à Montréal et le 6 novembre à Québec
Promouvoir les résultats et les outils développés lors des deux tournées des chambres de commerce depuis 2010	<ul style="list-style-type: none"> • Production d'un communiqué conjoint avec la Fédération des chambres de commerce du Québec • Revoir et présenter les outils sur le site Web 	Septembre 2013 et automne 2013
Développer une proposition de projet d'étude concernant la formation en milieu de travail à partir de l'expertise de l'ICÉA	<ul style="list-style-type: none"> • Élaboration d'un projet d'étude et obtention d'un financement pour la réalisation du projet 	Au cours de l'année
Produire et promouvoir une nouvelle trousse de la démarche « Nos compétences fortes »	<ul style="list-style-type: none"> • Complétion et production de la trousse NCF • Tenue de sessions de formation de formateurs • Lancement de la trousse 	Automne 2013 En continue Décembre 2013

6. Aspects organisationnels et financiers

Renforcer les capacités des membres de l'équipe et mettre en place une nouvelle organisation du travail centrée sur les contenus et les enjeux en éducation et formation des adultes	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'une équipe élargie sur l'analyse des politiques et le suivi du 24 heures • Meilleure intégration des décisions stratégiques concernant la SQAF et le travail de l'ICÉA • Meilleure intégration des orientations du 24 heures dans l'ensemble du travail de l'ICÉA 	En continue
Combiner le rayonnement de l'Institut et le financement autonome	<ul style="list-style-type: none"> • Lancement de la trousse NCF • Remise du prix Émile-Ollivier lors d'une activité de financement 	Décembre 2013